

Audience publique du 12 décembre 2011

Recours formé par
Madame ... et Monsieur ..., ... (France)
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôt

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 27453 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 8 novembre 2010 par Madame ... et Monsieur ..., demeurant tous les deux à F-... (France), ayant élu domicile en l'étude d'avocats Mosar De Wolf & Partners, à L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame, contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 3 septembre 2010 portant rejet de leur demande de remise gracieuse d'impôt ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 7 février 2011 ;

Vu les pièces déposées en cause et notamment la décision déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Caroline Peffer en sa plaidoirie à l'audience publique du 14 novembre 2011.

Par courrier du 6 août 2010 Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé « le directeur », une demande de remise gracieuse des intérêts de retard résultant de l'imposition des années 2006 et 2007 et s'élevant à 44.663,60 €. Par décision du 3 septembre 2010, numéro GR 158.10 du rôle, le directeur rejeta la demande de remise gracieuse en les termes suivants :

« Considérant que d'après les paragraphes 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable, la perception des intérêts apparaît comme constituant une règle incompatible avec le principe de l'équité ;

Considérant qu'au vu de la motivation présentée, il n'y a pas à la base de la tardiveté du versement des impôts dus, des circonstances particulières qui feraient que la mise en compte des intérêts de retard par application de l'article 155 L.I.R. serait contraire à l'équité au sens du paragraphe 131 AO ; ».

Par requête déposée le 8 novembre 2010, les époux ... ont introduit un recours contentieux contre la décision directoriale de rejet du 3 septembre 2010.

Force est de prime abord de constater que les demandeurs ne précisent pas s'ils entendent introduire un recours en réformation ou en annulation, de sorte qu'il y a lieu d'admettre qu'ils ont entendu introduire un recours admis par la loi.¹

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôt. Il y a partant lieu de qualifier le recours introduit par les époux ... de recours en réformation.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation.

Le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité de la requête introductive d'instance au motif qu'elle ne porterait aucune signature. En effet, en vertu de l'article 57 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la requête introductive d'instance devrait être signée par le requérant.

Force est au tribunal de constater que s'il est exact que les copies qui ont été transmises au délégué du gouvernement, ne portent pas la signature de Monsieur ..., l'original de la requête introductive d'instance déposé en date du 8 novembre 2010 au greffe du tribunal administratif a bien été signé par Monsieur ..., de sorte que le moyen afférent laisse d'être fondé.

Le délégué du gouvernement fait encore valoir que la requête introductive d'instance serait irrecevable pour non-conformité à l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1999, dans la mesure où non seulement elle ne contiendrait pas la désignation de la décision contre laquelle le recours a été dirigé, mais, de plus, aucun moyen en droit n'y serait développé.

Force est au tribunal de constater, d'un côté, que la requête introductive d'instance mentionne de manière non équivoque être dirigée contre la décision prise par le directeur en matière gracieuse en date du 3 septembre 2010, n° GR 158.10 du rôle, et de l'autre côté, les moyens qui la sous-tendent, de sorte que les moyens afférents sont à rejeter pour ne pas être fondés.

En troisième lieu, le délégué du gouvernement fait valoir que la requête introductive d'instance serait irrecevable dans le chef de Madame ... au motif que cette dernière n'aurait pas été partie à l'instance devant le directeur.

Aux termes du paragraphe 131 AO : « *Sur demande dûment justifiée du contribuable endéans le délai du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des Contributions directes ou son délégué accordera une remise d'impôts ou même la restitution, dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable. Cette décision est susceptible d'un recours au tribunal administratif, qui statuera au fond.* » Il résulte de cette disposition que le contribuable ne

¹ V. T.A. 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Recours en réformation, n° 7 et les références y citées

saurait être admis à introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif afin de se voir accorder une remise d'impôt ou la restitution des impôts payés, sans avoir, au préalable, introduit une telle demande devant le directeur. En l'espèce, la demande de remise gracieuse du 6 août 2010 a été introduite et signée au seul nom de Monsieur ..., de sorte qu'il y a lieu de conclure que Madame ... n'a pas été partie dans l'instance devant le directeur. Il suit des développements qui précèdent que le recours est irrecevable dans le chef de Madame ..., *omisso medio*.

Le recours introduit par Monsieur ... en son nom propre est recevable pour avoir été par ailleurs introduit selon les formes et délai de la loi.

Quant au fond, le demandeur expose avoir régulièrement déposé la déclaration de revenus à l'administration des Contributions directes, mais que suite à un contrôle fiscal en France les revenus luxembourgeois auraient été fortement diminués, surtout en ce qui concerne l'année 2007. Cependant, les acomptes n'auraient jamais été réduits, ce qui aurait entraîné une saisie de plus de 88.000.- euros chez un notaire lors de la vente de la maison familiale, et bien qu'il ait déposé la déclaration de revenus, le préposé du bureau d'imposition aurait refusé de procéder à l'imposition sur base de cette déclaration. Il aurait seulement reçu les avis d'imposition conformément aux déclarations des années 2006 et 2007 en juin 2010. Cette situation aurait entraîné des difficultés financières se cumulant à la crise et il se serait retrouvé avec près de 200.000.- euros bloqués injustement. Lors de l'émission de l'avis de mise en recouvrement, un intérêt aurait été appliqué pour près de 45.000.- euros et ce serait pour cette somme qu'il aurait sollicité la remise gracieuse sous analyse.

Le délégué du gouvernement fait valoir, d'un côté, que les avances invoquées par le demandeur n'auraient jamais été réglées, et, de l'autre côté, que le paragraphe 131 AO ne serait pas applicable. En effet, le demandeur n'aurait invoqué ni de rigueur objective, ni subjective, de sorte qu'à la base de la requête il n'y aurait pas de demande de remise gracieuse, et, d'autre part, le fait de contester la mise en compte d'intérêts reviendrait à contester la légalité matérielle de l'imposition, question étrangère en tant que tel à la matière gracieuse, de sorte que ce serait à bon droit que le directeur aurait conclu qu'au vu de la motivation présentée, il n'y aurait pas des circonstances particulières qui justifieraient que la mise en compte des intérêts de retard par application de l'article 155 L.I.R. serait contraire à l'équité au sens du paragraphe 131 AO.

Force est au tribunal de constater, d'un côté, qu'une remise gracieuse n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensable, ou si objectivement, l'application de la législation fiscale conduit à un résultat contraire à l'intention du législateur,² et, de l'autre côté, que l'illégalité de la mise en compte d'intérêts de retard est étrangère aux considérations d'équité requises dans le cadre de la procédure prévue par le paragraphe 131 AO, étant donné que le contribuable dispose de moyens spécifiques pour s'opposer à la perception de ces intérêts de retard.³

En l'espèce, il convient de constater que si le demandeur évoque certes subrepticement sa situation économique, les moyens invoqués ne sont pas toutefois suffisamment précis pour permettre au tribunal de les confronter utilement aux exigences de l'article 131 AO. D'autre

² v. T.A. 18 novembre 1998, n° 10364 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Impôts, n° 365 et les références y citées

³ v. T.A. 26 novembre 2007, n° 22676 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Impôts, n° 375

part, force est de constater que le demandeur critique avant tout le préposé du bureau de l'imposition pour ne pas avoir suivi ses déclarations d'imposition et que l'émission de l'avis de mise en recouvrement aurait appliqué un intérêt pour près de 45.000.- €, de sorte à contester la légalité matérielle de l'imposition, contestation étrangère à la matière de remise gracieuse.

Il suit des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le directeur a conclu qu'au vu de la motivation présentée, des circonstances particulières ayant pour effet que la mise en compte des intérêts de retard par application de l'article 155 L.I.R. serait contraire à l'équité au sens du paragraphe 131 AO, ne seraient pas décelables en l'espèce, de sorte à ce que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme en ce qui concerne Monsieur ... ;

déclare le recours irrecevable en ce qu'il est introduit par Madame ...

le déclare non fondé, partant en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 12 décembre 2010 par :

Marc Sünner, vice-président,
Claude Fellens, premier juge,
Thessy Küborn, juge,

en présence du greffier Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 13.12.2011

Le Greffier du Tribunal administratif